

Phénomène légitime et souhaitable

Si l'on tente d'envisager les activités internationales québécoises dans une optique globale, on ne peut qu'en arriver à la conclusion qu'elles représentaient et représentent toujours un phénomène normal, légitime et souhaitable. Les erreurs de procédure et les excès de langage ne doivent pas faire oublier que les intérêts profonds et à long terme de toutes les parties en présence y ont été avantageusement promus. En fait, toute société démocratique qui veut progresser dans le monde actuel — particulièrement si elle se sent assaillie dans sa culture — ne peut plus comme autrefois se replier sur elle-même. A l'époque des sociétés closes, le repliement sur soi pouvait constituer une «défense positive», mais à l'ère de la société post-industrielle et du déclin de la natalité, un tel processus équivaldrait à un véritable dépérissement qu'aucun francophone, quelle que soit son allégeance politique ou idéologique, ne peut sérieusement envisager. Dans de telles circonstances, une multiplication des échanges internationaux devient non seulement désirable mais nécessaire dans tous les secteurs, depuis les affaires économiques jusqu'aux échanges technologiques et culturels en passant par le sport, la télévision et la «coopération pour le développement». Ainsi on ne peut plus prétendre à l'excellence en conditionnement physique, en gestion industrielle, production alimentaire ou en musique en ignorant ce qui se passe à l'étranger. C'est le cas de presque tous les secteurs d'activités. Il importe maintenant de développer de plus en plus de compétences, non seulement au «sommet politique et administratif» mais dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Si, d'une part, les Québécois veulent s'ouvrir à des perspectives internationales afin d'en tirer des bénéfices multiples, il apparaît, d'autre part, que de plus en plus d'étrangers s'intéressent au Québec et apprécient les connaissances et l'expertise de ces «nord-américains francophones» dans des secteurs comme la santé, la foresterie, l'agriculture, l'hydro-électricité, les pêcheries, les coopératives, l'éducation, l'administration, les communications, le management, les arts, la culture, les sports et bien d'autres encore.

Bien plus, plusieurs pays industrialisés suivent avec beaucoup plus d'intérêt qu'on ne le croit généralement les efforts canadiens et québécois en vue de bâtir une société dynamique où le concept de qualité de la vie occupe une place de plus en plus grande. On se tromperait en s'imaginant que seuls les problèmes posés par la dualité linguistique, la domination économique américaine ou les luttes syndicales retiennent l'attention à l'étranger. Les trois millions d'immigrants qui sont venus s'établir au Canada depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en sont la preuve incontestable.

Un tel intérêt québécois et étranger joint à tous les nouveaux moyens de communications, de transports ainsi qu'à un nombre croissant de programmes d'échanges, ont déjà entraîné une multiplicité de liens internationaux que l'équipe Lesage avait peine à imaginer au début des années soixante. La visite du premier ministre Bourassa à Téhéran et les accords conclus avec le gouvernement d'Iran en 1975 en sont un exemple frappant. En réalité, les Québécois ont vraiment amorcé un virage et ont pris goût à la chose internationale.